

LETTRE ADRESSEE LE 15 AVRIL 1953 AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU GUATEMALA

Le 2 avril, j'ai remis personnellement au Bureau du Secrétaire général des Nations Unies un document signé du Ministre des relations extérieures du Guatemala, dénonçant une série de faits qui constituent des actes d'hostilité ouverte et une menace d'intervention dans les affaires intérieures de la République du Guatemala.

Mon Gouvernement a demandé au Bureau du Secrétaire général de bien vouloir porter cette protestation à la connaissance des Etats Membres de l'Organisation et du Conseil de sécurité, parce qu'il considère que les faits en question attentent à la sécurité et à la souveraineté du Guatemala.

Nous pensons que des faits de cette nature menacent la sécurité internationale et, partant, que ce genre de question doit pouvoir être inscrite à tout moment à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Le Bureau du Secrétaire général estime s'être acquitté de sa tâche en communiquant la protestation du Guatemala, accompagnée d'une note verbale aux Etats Membres et, à titre individuel aux membres du Conseil de sécurité.

Mon Gouvernement au contraire désire que ce document soit porté officiellement à la connaissance du Conseil de sécurité à sa prochaine séance, afin que cet organe supérieur prenne acte des faits signalés et de la déclaration que mon Gouvernement formule dans ledit document, dans l'exercice d'un droit légitime et imprescriptible. Le Gouvernement du Guatemala ne se propose pas d'introduire une instance, mais de formuler sa protestation dans un document qui puisse être invoqué si certains cherchaient, par des voies de fait, à porter atteinte à l'inviolabilité du territoire guatémaltèque et à l'indépendance nationale du Guatemala.

C'est pourquoi, au nom du Gouvernement de la République du Guatemala, j'ai l'honneur de demander au Président du Conseil de bien vouloir, le cas

S/2988
Français
Page 2

échéant, inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de sécurité l'examen de la protestation du Guatemala à la seule fin que j'ai précédemment indiquée.

Je me permets de joindre à cette communication deux exemplaires du document, en espagnol et en anglais.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Eduardo Castillo Arriola
Ambassadeur
Représentant permanent du Guatemala

Monsieur le Secrétaire général,

D'ordre du Gouvernement de la République du Guatemala, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter à la connaissance des Etats Membres de l'Organisation et du Conseil de sécurité une série de faits survenus au cours de ces dernières années, qui prouvent l'intention de certains milieux politiques internationaux d'intervenir ouvertement dans les affaires intérieures du Guatemala au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe fondamental de l'Organisation.

En prenant cette décision, le Gouvernement du Guatemala a voulu déclarer solennellement que sa souveraineté est gravement menacée et formuler sa protestation dans un document qui puisse être invoqué si les auteurs de cette menace voulaient passer aux actes et ne respectaient pas l'inviolabilité du territoire guatémaltèque et de l'indépendance nationale du Guatemala.

Les faits en question sont les suivants :

I. Depuis la révolution guatémaltèque de 1944, des trusts de journaux des Etats-Unis, d'importants journaux d'autres pays et les agences de presse les plus importantes de l'Amérique du Nord, mènent une campagne de propagande systématique et diffusent des informations fausses et tendancieuses qui, à la faveur de la tension internationale qui règne depuis quelques années, s'efforcent de présenter le Guatemala comme un "bastion du communisme soviétique sur le continent américain", comme un "instrument de Moscou" et comme "fer de lance" de l'Union des Républiques socialistes soviétiques contre les Etats-Unis d'Amérique.

Cette campagne a atteint des extrémités telles qu'un journaliste britannique bien connu a été jusqu'à affirmer que les sous-marins soviétiques disposaient d'une base secrète au Guatemala.

On a dit également que le Guatemala avait conclu avec la Tchécoslovaquie un accord secret aux termes duquel il recevrait des armes en échange de café.

II. On a essayé de présenter notre Gouvernement comme un élément "perturbateur de la paix sur le continent américain" et comme une menace pour la "sécurité des pays de l'hémisphère occidental". M. Rafaël Leonidas Trujillo notamment a formulé ces accusations à plusieurs reprises, jadis lorsqu'il était

Président de la République Dominicaine, et plus récemment en sa qualité de Ministre des relations extérieures, chef de forces armées de son pays, et de délégué à la septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. M. Trujillo a déclaré que des forces armées s'entraînent au Guatemala pour intervenir dans les affaires intérieures des Républiques Dominicaine et Cubaine. M. Trujillo cherche à créer une atmosphère propice à l'intervention d'autres pays dans les affaires intérieures du Guatemala, en affirmant que ce pays viole les accords internationaux qui lient les pays du continent américain.

III. Parmi les agissements qui tous ont pour but de créer une inimitié entre le Guatemala et la nation amie des Etats-Unis d'Amérique, il convient de signaler l'activité néfaste déployée, lorsqu'il était en fonction, par M. Richard Patterson ancien ambassadeur des Etats-Unis au Canada. M. Patterson a annoncé ouvertement que le Gouvernement guatémaltèque de l'époque, présidé par M. Juan José Arévalo, serait renversé sous l'effet d'une pression internationale. Il a incité divers groupes de conspirateurs à se livrer à des actes subversifs contre le Gouvernement constitutionnel, et il a déclaré à de hauts fonctionnaires du Gouvernement guatémaltèque que le problème qui se pose à notre pays est facile à résoudre parce que notre cause est juste et parce qu'il s'agit seulement de quelques millions de dollars, mais que, si les Etats-Unis cédaient dans le cas du Guatemala, ils se verraient contraints de céder ailleurs, ce qui signifierait pour eux une perte de nombreux milliards de dollars.

IV. Certains gouvernements de l'Amérique centrale se disent animés d'un esprit de fraternité centro-américaine et de sentiments d'amitié envers le Gouvernement guatémaltèque et pourtant de hauts fonctionnaires de ces pays se sont livrés à une activité diplomatique intense peu amicale envers le Gouvernement guatémaltèque, puisqu'elle a pour objet de former une coalition de pays de l'Amérique centrale afin d'exercer "une pression" sur le Guatemala dans l'Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODECA), et d'armer un complot militaire manifestement dirigé contre notre Gouvernement. Ces faits ont été l'objet d'une grande publicité en Amérique centrale et bien que, officieusement, certains aient désapprouvé ces agissements et même les aient dénoncés, il n'en est pas moins vrai que les démentis officiels qu'exigent ces actes évidents d'agression ne sont pas venus.

V. Le 12 mars 1953, M. Spruille Braden, ancien Secrétaire adjoint du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique chargé des affaires de l'Amérique latine, étroitement lié à certains milieux dirigeants de ce pays, ami important actionnaire du puissant monopole du cuivre et chef du Département des relations avec le public de l'United Fruit Company, laquelle comme chacun sait, opère également au Guatemala, a, à l'occasion d'une conférence prononcée au Dartmouth College, Hannover, nettement déclaré qu'une intervention étrangère dans les affaires intérieures du Guatemala s'imposait. Il a soutenu cette thèse étrange que l'on ne doit pas considérer comme une intervention une action des forces armées d'un pays étranger contre un pays qui, comme certains persistent à l'affirmer au sujet du Guatemala, constitue un danger "communiste" pour la sécurité des Etats-Unis.

VI. Le Président de la United Fruit Company, qui possède d'énormes intérêts au Guatemala, a déclaré récemment au journal américain "The Times Picayune" que la Compagnie demanderait au Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique d'intervenir au sujet de l'expropriation de terres incultes qu'elle possédait au Guatemala. Or l'expropriation a eu lieu en application de la Loi sur la réforme agraire et, par conséquent, dans l'exercice des pouvoirs souverains de l'Etat guatémaltèque, et conformément à l'esprit des recommandations approuvées par l'Organisation des Nations Unies.

Quel est le but des accusations calomnieuses selon lesquelles le Guatemala serait un "bastion du communisme soviétique sur le continent américain", une "base secrète de sous-marins soviétiques", etc... ? Il est facile de le comprendre. Ceux qui ont intérêt à maintenir la tension internationale actuelle et à favoriser l'animosité entre les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, au péril de la paix mondiale et de l'amitié internationale essaient, par ces accusations, de faire apparaître le Guatemala comme un pays ennemi des Etats-Unis. A la vérité, les gouvernements démocratiques qui se sont succédés au Guatemala depuis 1944 ont pratiqué une politique de cordiale et franche amitié envers le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis.

Le Gouvernement du Guatemala n'est satellite ni de l'Union soviétique, ni des Etats-Unis ni d'aucun autre pays. Le Guatemala entretient des relations diplomatiques avec de multiples pays, y compris l'URSS. L'Union soviétique n'intervient ni directement ni indirectement dans les affaires intérieures du Guatemala, de même que le Guatemala n'intervient ni n'entend intervenir ou troubler la paix dans aucun autre pays; en effet, son comportement sur le plan international est strictement conforme à la Charte de l'Organisation des Nations Unies, aux accords internationaux auxquels il a souscrit, et à son désir, maintes fois exprimé, de voir les Etats trouver en toutes circonstances les moyens de résoudre pacifiquement les différends internationaux. Le Gouvernement du Guatemala poursuit une politique pacifique, ferme et nette, car il y voit le seul moyen de réaliser pleinement les aspirations du peuple guatémaltèque.

Le Gouvernement du Guatemala considère qu'il faut chercher les causes de cet vaste complot, en vue d'une intervention contre le Guatemala, dans les intérêts puissants qui sont responsables du développement insuffisant de notre pays et contre lesquels les forces démocratiques guatémaltèques ont pris une série de mesures depuis 1944, époque à laquelle un mouvement populaire historique a mis fin à la succession de tyrannies qui refusaient au peuple guatémaltèque l'exercice des droits de l'homme, universellement reconnus, et qui servaient, au détriment de notre peuple, les puissants intérêts des monopoles dont nous allons parler en détail.

Le Guatemala est un pays insuffisamment développé qui ne possède pas encore les moyens d'assurer une plus grande liberté à son commerce, de favoriser la production industrielle, de développer l'agriculture et de posséder des installations portuaires. Il ne dispose pas non plus de ses richesses minérales et les sources de production d'énergie électrique lui font défaut.

La presque totalité des exportations et des importations du Guatemala s'effectue au moyen de navires appartenant à la United Fruit Company qui, de ce fait seulement, réalise chaque année des bénéfices considérables. La United Fruit Company contrôle directement ou indirectement les trois seuls ports du Guatemala et une grande partie des actions de l'International Railways of Central America (IRCA), qui a le monopole des transports ferroviaires dans le pays et qui impose les tarifs voyageurs et marchandises les plus élevés du monde, qu'elle fixe à son gré; il en résulte que le transport de marchandises de Puerto Barrios à la ville de Guatemala (320 kilomètres) coûte plus cher aux négociants et producteurs

guatémaltèques que le transport entre l'Europe ou les Etats-Unis et le Guatemala.

Cet état de choses a été constaté par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui a recommandé d'y mettre fin d'urgence.

La Empresa Eléctrica de Guatemala, filiale du trust bien connu, la Bond and Share Company, a le monopole de l'énergie électrique que consomment la capitale du Guatemala et d'autres agglomérations importantes.

Les trois compagnies en question opèrent dans le pays en vertu de contrats passés, il y a de nombreuses années, avec des gouvernements guatémaltèques antidémocratiques et qui leur confèrent toute une série de privilèges et de concessions néfastes qui mettent les possesseurs de capitaux guatémaltèques dans une situation désavantageuse pour soutenir la concurrence et qui imposent au pays tout entier des prix élevés, augmentant ainsi le coût de la vie pour notre peuple.

La United Fruit Company, protégée par des contrats de ce genre, exploite de grandes étendues de terres où elle cultive la banane et le chanvre et impose en outre, aux producteurs guatémaltèques de bananes, les conditions rigoureuses que lui permet son monopole.

Les compagnies susmentionnées et, plus particulièrement, la United Fruit Company, se sont toujours déclarées hostiles au Code du travail et aux autres lois sociales promulguées par les gouvernements démocratiques qui se sont succédé depuis 1944. C'est ainsi qu'elles qualifient le Code du travail de "discriminatoire" et ceci, afin de ne pas l'appliquer strictement comme doit le faire toute entreprise respectueuse des lois promulguées par l'Etat guatémaltèque dans l'exercice de sa souveraineté.

Quand les travailleurs de la United Fruit Company et de la IRCA, en particulier, ont demandé à ces entreprises de conclure des conventions collectives, elles ont prolongé les conflits du travail, compromettant ainsi gravement l'ordre public et, dans certains cas, elles ont essayé d'user du boycott économique contre le Gouvernement guatémaltèque comme moyen de coercition pour amener les ouvriers à accepter un règlement désavantageux. C'est ainsi qu'elles ont décidé de suspendre l'arrivée régulière des navires de la United Fruit Company, seuls navires au moyen desquels s'effectue le commerce du Guatemala.

En matière de conflits du travail, la IRCA, par exemple, avec la complicité de la United Fruit Company et pour exercer une pression sur le Gouvernement du Guatemala, a menacé de licencier en masse les cheminot en prétextant une faillite imminente.

La IRCA conserve illégalement des millions de dollars qu'elle a encaissés en qualité de simple agent de perception, au titre d'un impôt de solidarité sociale payé par le peuple guatémaltèque.

Les prix qu'impose la Empresa Eléctrica de Guatemala et les services qu'elle fournit jouissent aussi de la protection d'un contrat lésion et injuste, conclu en 1922 pour la remercier d'avoir obtenu que ce soit internationalement reconnu un gouvernement de fait.

Récemment, en application de la Loi sur la réforme agraire, la Compania Agrícola de Guatemala, filiale de la United Fruit Company, a été expropriée des 83.929 hectares qu'elle laissait incultes, mais elle a conservé les terres qu'elle cultive actuellement, conformément aux dispositions de la loi en question.

Le Gouvernement du Guatemala, répondant aux sollicitations de toutes les forces démocratiques du pays, est fidèle à une politique qui vise à concilier les opérations des entreprises étrangères et les intérêts de la nation; il s'attache tout particulièrement à développer l'économie nationale et se propose, comme l'a dit en termes formels le Président Jacobo Arbenz, dans son programme de gouvernement, de "faire de notre pays, jusqu'ici nation dépendante et d'économie à demi coloniale, un pays économiquement indépendant".

Il y a plus. Comme l'a indiqué le Président Arbenz dans le même programme, et comme le rappellent les forces progressistes de notre pays, le Guatemala, pendant des siècles, a été un pays d'économie semi-féodale, où des centaines de milliers de paysans vivaient dans des conditions inhumaines, où l'industrie nationale languissait en raison des limites étroites du marché intérieur et où les ouvriers et les classes populaires souffraient de l'insuffisance des salaires. C'est pourquoi, dans l'intérêt du développement économique du Guatemala, le Gouvernement a promulgué, l'an dernier, une Loi sur la réforme agraire qui s'est heurtée à l'opposition de tous ceux dont elle lésait les intérêts contraires au bien-être de la nation.

Le Gouvernement du Guatemala a suivi sans fléchir une politique de respect des libertés démocratiques, ce qui, à en juger par les dernières informations de presse, est une pratique "condamnable", à un moment où le fascisme prospère dans des pays

qui, en d'autres temps, ont fait partie de la coalition victorieuse de nations contre la menace du fascisme hitlérien et japonais.

Le Gouvernement du Guatemala estime que tous les faits, qui viennent d'être exposés de façon extrêmement succincte, sont les causes réelles des menaces d'intervention et de la campagne de diffamation que nous dénonçons maintenant devant l'Organisation des Nations Unies.

Il ne fait aucun doute pour le Gouvernement du Guatemala que c'est la conjonction des intérêts étrangers et intérieurs lésés par sa politique progressiste et patriotique, qui dissimule ses visées derrière l'écran de fumée de la "lutte contre le communisme", auquel ont toujours recours, comme chacun sait, ceux qui peuvent avouer publiquement leurs tortueux desseins.

Au moment même où la présente communication est rédigée, de nouveaux faits viennent justifier la protestation formulée par le Gouvernement du Guatemala. En effet, un groupe de factieux a pris les armes contre le Gouvernement constitutionnel, comptant, pour le succès de son entreprise subversive, sur des renforts qu'il devait recevoir de l'extérieur. Le procès étant en cours d'instruction, le Gouvernement du Guatemala se borne à signaler cet incident grave.

Le Gouvernement du Guatemala a toujours tendu amicalement la main à tous les pays pour établir la collaboration pacifique la plus large et il s'est toujours déclaré partisan résolu du règlement pacifique de tous les différends entre Etats; il suit, sans s'en départir, une politique de non intervention dans les affaires intérieures des autres peuples et a manifesté à plusieurs reprises le légitime espoir de voir l'esprit de la Charte des Nations Unies régir les relations internationales.

C'est pourquoi il condamne avec indignation et dénonce comme il convient les faits en question car il considère que sa dignité, sa souveraineté et son indépendance nationales sont menacées et que certains voudront peut-être un jour y porter atteinte par la force. Le Gouvernement du Guatemala, respectueux des principes rappelés ci-dessus, proclame son droit absolu de repousser tout acte et toute menace d'agression, quelle qu'en soit l'origine, quel qu'en soit le prétexte, et quel que soit celui qui voudrait intervenir dans ses affaires intérieures.

Enfin, et malgré les menaces et la conjuration des ennemis de l'étranger et de l'intérieur contre sa politique progressiste et patriotique, le Gouvernement du Guatemala est fermement résolu à poursuivre l'exécution de son programme dont le peuple guatémaltèque a tant besoin et il a la conviction absolue de rendre ainsi le service le meilleur à la cause de la démocratie et de la paix entre les peuples.

En vous remerciant, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir porter la présente communication à la connaissance de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité, je vous prie d'agréer, etc...

(signé) Raoul Osegueda

Ministre des relations extérieures
du Guatemala

